

La contrainte doit laisser place à la diplomatie en Bosnie-Herzégovine

Christophe Solioz, secrétaire général du Center for European Integration Strategies (CEIS), juge que l'Europe doit garder son influence importante dans le pays mais en finir avec l'esprit du protectorat



Le diplomate autrichien Valentin Inzko est à la fois le nouveau haut représentant de la communauté internationale et représentant spécial de l'Union européenne (RSEU) en Bosnie-Herzégovine. Alors que ce pays est confronté depuis 2006 à une crise majeure, le bilan de ces prédécesseurs immédiats est sans appel: au fil des années, tant le Bureau du haut représentant (OHR) que les pouvoirs extraordinaires – dit «pouvoirs de Bonn» – ont perdu leur crédibilité. Dans un tel contexte, le diplomate autrichien se doit d'engager une politique à la fois plus profilée et déterminée, plus cohérente et efficace.

Suite à la prochaine réunion du Conseil de mise en œuvre de la paix (PIC) des 25-26 mars 2009 à Sarajevo, il importe de mettre en œuvre une nouvelle politique afin de sortir la Bosnie-Herzégovine de l'impasse. Certes, des objectifs clairs doivent être fixés à court et moyen termes à l'aune desquels on évaluera tant l'action des autorités locales que celle des différents acteurs de la communauté internationale. Mais il doit être également rappelé avec vigueur qu'une partition du pays est absolument inacceptable et que les politiques locaux qui s'opposeraient

aux nécessaires réformes seront sanctionnés – moyennant la réaction des «pouvoirs de Bonn».

L'indispensable réforme constitutionnelle doit être au cœur du nouveau dispositif. Un Etat au territoire exigu ne peut tout simplement pas se permettre le luxe de compter quelque 160 ministres ainsi qu'une administration aussi pléthorique qu'inefficace. La régionalisation ainsi que les principes de fonctionnalité et de subsidiarité constituent les pivots d'une nouvelle Constitution. Tenant compte de critères économiques, géographiques mais aussi historiques, un découpage du territoire en quelque quatre à cinq régions permettrait la création d'institutions économiquement viables tout en respectant tant les différentes appartenances communautaires que les prérogatives d'un Etat au service de tous les citoyens.

Mais dans l'immédiat, l'enjeu est de mettre un terme au protectorat, et donc de fermer le Bureau du haut représentant fin 2009. Pour ce faire, le nouveau haut représentant doit veiller à l'adoption d'un nombre limité d'objectifs stratégiques et être en mesure d'établir une évaluation favorable de la mise en œuvre de l'Accord de paix de Dayton signé à Paris le 14 décembre 1995. Dès 2010, Valentin Inzko devra donner plus de relief à sa deuxième fonction, soit celle de représentant spécial de l'Union européenne (RSEU). Outre les nécessaires réformes constitutionnelles, le pays a besoin d'être replacé sur l'orbite de l'Union européenne (UE).

Alors que le projet d'intégration à l'UE ne joue aujourd'hui plus son rôle de levier, un nouveau partenariat doit être défini entre l'UE et la Bosnie-Herzégovine. Dans une telle perspective, il revient à l'UE de renouveler son intention d'intégrer ce pays en proposant un certain nombre de mesures incitatives. Celles-ci pourraient être présentées dans le cadre d'une «adhésion junior». Selon l'avancement des réformes, l'UE pourrait compléter son offre en accélérant la levée de l'obligation de visa, préparant le rattachement à la zone euro et facilitant l'accès au fond structurel de l'UE.

Outre les nécessaires réformes constitutionnelles, le pays a besoin d'être replacé sur l'orbite de l'Union européenne

En partenariat avec les organismes financiers et monétaires supranationaux, ce paquet devrait également comporter des instruments pour faire face à la crise économique, améliorer les infrastructures et créer de l'emploi. Bien entendu, la Bosnie-Herzégovine se devra de respecter à la lettre les conditions posées par l'UE afin de se voir ouvrir le chemin d'une pleine adhésion à l'UE. Les réformes devant être mises en œuvre doivent être définies et évaluées conjointement de manière

régulière; le représentant spécial de l'UE doit avoir les moyens de sanctionner les obstructions caractérisées menaçant la pérennité de l'Etat.

Jusqu'à présent, la Bosnie-Herzégovine a laissé passer sa chance. Les années de guerre et l'après-guerre ont été dominés par des élites prétendant servir leur communauté respective, mais en fait au seul service d'intérêts crapuleux pillant les ressources de l'Etat. En toute logique, nombreux sont les Bosniais ne croyant plus ni en l'avenir de leur pays ni dans les promesses des politiques. Il est grand temps de sortir ce pays de ce cul-de-sac et de l'engager résolument sur la voie des réformes nécessaires à l'intégration européenne.

Le «hard power» du haut représentant – à savoir ses différentes prérogatives y compris les pouvoirs extraordinaires à sa disposition – doit progressivement céder la place au «smart power» du représentant spécial de l'Union européenne. Le diplomate Valentin Inzko est en effet un excellent communicateur possédant de surcroît l'intelligence contextuelle, soit la capacité d'adapter au contexte local les pouvoirs et instruments relevant de sa fonction. En partenariat avec les citoyens bosniens, aussi bien les politiques que les acteurs de la société civile et du monde économique, il lui revient de réveiller la Bosnie-Herzégovine de son sommeil.

Vedran Dzihic, politologue à l'Université de Vienne, a collaboré à cet article.